



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET RHÔNE

Division Immobilier – Sécurité – Gestion des grands sites  
3, rue de la Charité  
69268 LYON CEDEX 02

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

## **OBJET:**

**MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE SECOND ŒUVRE PORTANT SUR DES OPÉRATIONS DE  
RÉNOVATION ET D'AMÉNAGEMENT DE BUREAUX SUR DES SITES RATTACHES A LA  
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET RHÔNE**

*Le présent CCTP comprend 22 feuillets numérotés de 1 à 22*

## **ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS**

### **1.1 Présentation du projet**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) a pour objet de définir l'étendue des prestations relatives aux travaux de rénovation et d'aménagement des bureaux (peinture intérieure, cloisons de distribution intérieure en plaque de plâtre, menuiseries en bois et faux plafonds suspendus démontables en dalles) qui seront à effectuer, en fonction des besoins, pour le compte de la Direction Régionale des Finances Publique Auvergne - Rhône-Alpes et Rhône (DRFIP69).

### **1.2 Lieux d'exécution des travaux**

Les lieux d'exécution des travaux sont définis en annexe du C.C.T.P du présent document.

### **1.3 Connaissance des lieux**

L'entreprise sera réputée, du fait de sa soumission et compte tenu de la nature des travaux, avoir connaissance des sites visés en annexe au C.C.T.P.

### **1.4 Risque d'amiante**

Il est à noter que certains sites contiennent des produits amiantés (flocage, gaines, dalles de sol rigides, colles de dalles de sol,...).

Les Dossiers Techniques Amiante (DTA) des sites diagnostiqués seront communiqués à l'entreprise avant tout début de prestations sur ces sites.

Il est toutefois indiqué que les travaux envisagés ne devraient pas, en principe, entraîner la démolition et/ou la dépose de matériaux amiantés.

### **1.5 Documents techniques de référence**

Il est rappelé que les fournitures, prestations et travaux, objet du présent lot, seront conformes aux normes, règlements et prescriptions techniques en vigueur à la date de l'offre et notamment :

- Document Technique Unifié (D.T.U),
- normes AFNOR homologuées,
- avis techniques et cahiers du C.S.T.B.,
- notices des fabricants,
- fiches techniques et règles professionnelles,
  - cahier des charges ou agréments techniques des fabricants pour les matériaux ou procédés ne faisant pas l'objet de normes DTU,
  - législation concernant l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens,
- code du travail et de la sécurité sociale,
- règlement E.R.P.,

- normes de sécurité contre l'incendie, le classement au feu des produits et matériaux,
- règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

La liste des documents indiqués dans le présent C.C.T.P. n'est pas limitative. Elle inclut implicitement tout document d'ordre réglementaire paru avant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de toute réglementation intéressant son activité.

Il prendra à sa charge tous les contrôles prévus par la loi et les règlements et tous recours qui pourraient être faits contre la personne responsable du marché à ce titre.

### **1.6 CHOIX DES PRODUITS**

L'entrepreneur est responsable du choix des produits et de leurs marques en privilégiant les produits et revêtements s'inscrivant dans une démarche environnementale.

Ce choix est fait suivant l'aptitude à la fonction des produits, les indications du présent C.C.T.P. Leurs qualités et performances seront appropriées au niveau de finition défini dans ledit C.C.T.P.

L'entrepreneur devra s'assurer que les produits, y compris ceux qui sont de marque, conviennent parfaitement à l'emploi envisagé et qu'ils sont parfaitement adaptés au support et compatibles entre eux.

### **1.7 ÉCHANTILLONS**

Sont à la charge de l'entrepreneur la rédaction et la transmission des documents suivants :

- les échantillons (des dalles de faux plafonds qu'il propose),
- les nuanciers fournisseurs (présentant les coloris des peintures),
- les notices techniques et de sécurité de l'ensemble des produits utilisés.

Lorsque l'entrepreneur proposera une fourniture de référence différente de celle indiquée dans le marché, il devra présenter à la fois l'échantillon et la fiche des caractéristiques techniques proposées et l'échantillon de la fourniture de référence.

Une fois acceptée, les échantillons seront conservés au bureau de chantier et serviront de référence au cours des travaux et lors de la réception des ouvrages.

L'examen et/ou l'accord donnés par le maître d'œuvre ne concernera que l'aspect de l'ouvrage.

### **1.8 LIMITE DES PRESTATIONS**

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'entrepreneur devra inclure implicitement les fournitures, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages qu'il aura à exécuter.

### **1.9 MOYENS**

Le titulaire du marché déterminera la répartition et la qualification de son personnel compte tenu de son obligation de résultat, tant en qualité de finition que respect des délais d'exécution qui lui seront fixés.

Il équipera son personnel des outillages et du matériel d'exécution conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à l'exécution de sa mission. En outre, il leur fournira les moyens d'assurer les règles d'hygiène et de sécurité.

Enfin, il indiquera les moyens supplémentaires éventuels qu'il propose de consacrer à l'exercice de sa mission.

### **1.10 RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS**

L'entrepreneur est soumis à une obligation de résultat et devra exécuter ses prestations conformément aux calendriers d'exécution des travaux qui seront fixés, aux descriptions d'exécution, normes, documents de référence mentionnés dans les différents articles du présent document.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra faire état d'une omission ou d'une mauvaise interprétation des documents et des performances attendues pour refuser tous travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, selon les règles de l'art, ou prétendre ultérieurement à des suppléments de prix.

L'entrepreneur doit garantir la sécurité des personnes et des biens, maîtriser les aléas et tenir les délais d'exécution des prestations, donner à la maîtrise d'œuvre tous les conseils techniques appropriés afin de parvenir aux meilleurs états de finition des prestations et l'informer sur l'évolution des divers produits s'inscrivant dans la démarche de qualité environnementale.

Les travaux seront réalisés sous son entière responsabilité.

### **1.11 CONTRAINTES ET NUISANCES**

Les travaux étant exécutés en milieu occupé, l'entrepreneur devra impérativement informer le maître d'œuvre ou son représentant des nuisances liées à l'utilisation de produit odorant, toxique, irritant, urticant pouvant provoquer des troubles fonctionnels, et l'utilisation d'outillages dont le niveau sonore pourrait perturber les occupants.

L'utilisation de produit dégageant des vapeurs reconnues comme toxiques est proscrite.

En cas de besoin, un permis feu devra être demandé au gestionnaire du site.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les contraintes de continuité de fonctionnement des installations et des services pendant les travaux. Il devra prendre

ainsi toutes les précautions nécessaires afin de ne pas perturber les services installés dans le bâtiment (notamment : bruit, poussière, évacuation des sacs à gravats, ...).

L'entreprise ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour dégager d'une façon quelconque sa responsabilité, ni pour élever une quelconque réclamation, des sujétions qui pourraient lui être imposées par :

- le plan de prévention du site,
- le fonctionnement des installations,
- les conditions d'accès au chantier,
- le maintien en service des canalisations, conduits, câbles, etc...,
- la présence sur le chantier d'autres entreprises et l'exécution simultanée d'autres travaux.

### **1.12 ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES CHANTIERS**

L'entrepreneur doit maintenir, pendant toute la durée des travaux, le chantier, ses abords et les zones de circulation empruntées (escaliers, ascenseurs, couloirs,...) en état de propreté.

Les nettoyages sont exécutés par tous les procédés au choix de l'entrepreneur, compatibles avec les matériaux à nettoyer afin de livrer ces derniers en parfait état de propreté.

A la fin des travaux, l'entrepreneur doit un nettoyage soigné des zones de circulation et travaux. Ces zones devront être rendues fonctionnelles sans que le maître d'œuvre n'ait besoin d'avoir recours à un prestataire de nettoyage.

L'enlèvement des protections avant réception, incombe également à l'entrepreneur du présent lot.

En cas de détérioration avant réception, l'entrepreneur aura, à sa charge, la remise en état des différentes zones concernées par les travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, ces travaux seront exécutés par un tiers, à la demande du maître d'œuvre ou son représentant, aux préjudices et frais de l'entrepreneur soit par déduction du montant TTC de la facture payée par le maître d'ouvrage au tiers sur une facture ultérieure, soit par facturation directe du tiers à l'entrepreneur.

### **1.13 ÉVACUATION DES DÉCHETS DE CHANTIERS**

L'entrepreneur aura pris en compte dans son offre les dépenses liées, d'une part, à la protection des zones de circulation afin de ne rien abîmer et, d'autre part, à la prise en charge de l'évacuation des déchets et gravats engendrés par l'exécution de ces ouvrages.

Les déchets et gravats, en fonction de leur nature, seront enlevés et transportés aux décharges appropriées suivant leur classification dans le cadre de la législation en vigueur.

En cours de chantier, une trace écrite concernant l'élimination des déchets sera conservée (bordereau de suivi des déchets de chantier).

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, ces travaux seront exécutés par un tiers, à la demande du maître d'œuvre ou son représentant, aux préjudices et frais de l'entrepreneur soit par déduction du montant TTC de la facture payée par le maître d'ouvrage au tiers sur une facture ultérieure, soit par facturation directe du tiers à l'entrepreneur.

#### **1.14 STOCKAGE DE MATÉRIAUX**

Aucun stockage de matériaux et aucun atelier de chantier ne devra être établi sans accord de la maîtrise d'œuvre. Ils ne pourront être autorisés qu'aux emplacements expressément définis par la maîtrise d'œuvre en fonction de la disponibilité de surfaces adaptées.

#### **1.15 RÉCEPTION DES SUPPORTS ET RÉSERVES**

L'entrepreneur devra, avant tout commencement d'exécution, réceptionner les supports existants (état des lieux) et émettre, à ce moment, toutes réserves utiles en ce qui concerne l'exécution des travaux demandés.

#### **1.16 QUANTITÉS**

Les quantités portées par le maître d'œuvre dans les quantitatifs estimatifs sont données à titre purement indicatif. L'entreprise assurera la vérification si bon lui semble ou fera siennes des quantités indiquées.

### **ARTICLE 2 : ORGANISATION DES TRAVAUX : PERSONNEL - ACCÈS - SÉCURITÉ**

#### **2.1 STATUT ET QUALIFICATION DU PERSONNEL**

L'entrepreneur doit fournir le personnel nécessaire et qualifié. Ce personnel devra posséder l'outillage et le matériel nécessaires à la réalisation des travaux.

Les employés chargés de l'exécution des prestations conserveront leur statut d'origine et demeureront sous l'autorité hiérarchique de l'entrepreneur.

L'entrepreneur remettra au pouvoir adjudicateur, avant le début d'exécution du marché, une liste comportant le nom, le statut et les qualifications de chaque employé, ainsi que les tâches qui lui seront confiées.

L'entrepreneur veillera à respecter ses obligations en termes de qualifications et d'habilitations professionnelles des employés affectés au présent marché de travaux.

La Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne - Rhône-Alpes et Rhône se réserve le droit de contrôler à tout moment les compétences du personnel de l'entrepreneur.

#### **2.2 ACCÈS AUX LOCAUX**

Le personnel de l'entrepreneur devra se conformer aux procédures d'habilitation relatives à l'accès à l'établissement.

A cet effet, l'entrepreneur fournira avant le début d'exécution du marché, outre la liste nominative visée à l'article ci-avant, tout renseignement nécessaire à l'établissement des badges exigés pour l'entrée et la circulation du personnel sur le site.

### **2.3 VOLS OU PERTES**

L'entrepreneur est responsable de ses fournitures et en assurera la garde jusqu'à la réception des travaux.

En cas de vol ou perte de matériels ou matériaux, il en devra le remplacement sans que le délai global d'intervention ne soit modifié.

En aucun cas, le dédommagement au titre des vols, pertes, destruction d'ouvrages, ne peut être pris en compte par le Maître d'ouvrage.

### **2.4 SÉCURITÉ**

Les responsables techniques respectifs de l'administration et de l'entrepreneur s'informeront mutuellement des contraintes et risques particuliers éventuels et des consignes de sécurité à mettre en place, et rédigeront conjointement un plan de prévention des risques, s'il s'avère nécessaire, conformément à l'article R.4512-6 du code du travail.

## **ARTICLE 3 : RÉCEPTION DES OUVRAGES**

### **3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les conditions particulières de réception ci-après sont imposées à l'entrepreneur pour tout ce qui touche l'exécution de ces ouvrages afin de vérifier que les travaux exécutés sont conformes à la commande passée, à la bonne exécution de ces derniers et attestent du service fait, en vue de la mise en paiement.

Lors de la réception, des réserves peuvent être émises par la maîtrise d'œuvre au sujet du non-respect des critères définis dans le présent C.C.T.P. Dans ce cas, l'entrepreneur ne pourra prétendre aux règlements de ces ouvrages.

### **3.2 VÉRIFICATION**

La maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage pourra, à tout moment, au cours de l'exécution des travaux, vérifier la bonne exécution des tâches.

### **3.3 RÉCEPTION DES OUVRAGES**

La réception des ouvrages sera prononcée par la maîtrise d'œuvre à l'achèvement total de l'ensemble des ouvrages.

Le contrôle consistera à la vérification des différentes fournitures mises en œuvre, à l'état de finition des surfaces conformes à celui défini au présent document, au repliement des installations de chantier, au nettoyage et à l'enlèvement des déchets et gravats parfaitement réalisés.

### **3.4 SINISTRE EN COURS DE TRAVAUX OU PENDANT LA GARANTIE**

Pendant la durée de ses travaux ou pendant la période de garantie, en cas de sinistre, l'entrepreneur devra les réparations tous corps d'état et la remise en état complète des parties dégradées.

Cette intervention devra se faire dans les plus brefs délais, de façon à limiter l'importance du sinistre et les portées d'exploitation éventuelles dont l'entrepreneur est présumé responsable.

La déclaration de sinistre à la compagnie d'assurances de l'entrepreneur ne dispense pas des devoirs de réparation immédiate.

Le maître d'œuvre adressera à l'entrepreneur, dès la constatation de dégâts, une lettre recommandée avec accusé de réception, listant notamment les biens endommagés, par laquelle il sera mis en demeure de les faire remplacer ou réparer sous un délai qui sera précisé sur ladite lettre.

En tout état de cause, les dégradations liées à l'exécution des travaux resteront à la charge de l'entrepreneur.

### **3.5 PÉNALITÉS**

Des pénalités pourront être appliquées dans les conditions définies à l'article 18 du C.C.A.P.

## **ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES TRAVAUX**

Le présent marché concerne des travaux de faux plafonds suspendus démontables, des cloisons de distribution intérieure et de peintures d'intérieur et d'extérieur.

### **4.1 FAUX PLAFONDS SUSPENDUS DÉMONTABLES**

#### **4.1.1 Description des équipements**

Les faux plafonds suspendus répondront, en général, aux caractéristiques mentionnées au paragraphe 4.1.1.1 ci après (afin de conserver une homogénéité par rapport aux installations existantes), remarque étant faite que les sites de Tarare et de la Cité Administrative de la Part-Dieu sont équipés d'ossatures métalliques et de dalles de faux plafonds particulières dont les caractéristiques sont visées au paragraphe 4.1.1.2 ci après. Cependant, les énumérations qui suivent, pourront ne pas être comme exhaustives.

##### **4.1.1.1 Installations générales**

- Ossature
  - profil ossature : T24 mm
  - couleur des porteurs et entretoises : en principe blanc laqué assorti aux dalles de plafond,
  - profils porteurs et entretoises en acier galvanisé non corrosif poinçonné avec âme repliée et recouverts d'une peinture polyester cuite au four pour la finition de surface, compris découpes et chutes. Cette structure devra supporter le poids des luminaires,



- Accessoires comprenant tiges filetées, manchons, écrous ou suspentes rapides acier, pattes et clavettes, coulisseaux, cavaliers, clips de cloisons, barrettes et d'une manière générale toutes pièces de raccord nécessaire à la solidité de l'ossature porteuse. Tous les accessoires métalliques utilisés pour la suspension des plafonds devront être protégés contre la corrosion par galvanisation, métallisation ou revêtement organique,
- cornières de rives répondant aux exigences techniques des profils porteurs et entretoises,
- fixation à la structure primaire existante,
- y compris toutes sujétions de découpes pour les calepinages et appareils d'éclairage...
- Joints mastique acrylique blanc au droit des profils périphériques,
- échafaudages et toutes sujétions de mise en œuvre.
- Dalles décoratives
  - dalles rigides en fibre minérale, d'aspect lisse et de couleur blanche, à chants profilés, de dimensions 600 mm x 600 mm et d'une épaisseur de 15 mm à 18 mm avec réaction au feu A2 (correspondant à l'ancienne classification française MO) selon norme EN 13501 –1 (plafonds suspendus – exigences et méthodes de test)),
  - pose sur profils apparents à semelle de 24 mm laqués blanc,
  - surcharge admissible : 3 kg/m<sup>2</sup> au minimum,
  - coefficient d'absorption acoustique ( $\alpha$ ) : supérieur ou égal à 0,60
  - réflexion à la lumière : supérieur à 80 %,
  - tenue à l'humidité : plafond stable à 100% sous conditions d'humidité relative constante inférieure ou égale à 95 % à 25° C
  - y compris toutes sujétions de découpes pour les calepinages et appareils d'éclairage...

#### **4.1.1.2 Installations particulières**

Compte tenu du fait que les faux plafonds ont été récemment changés, la fourniture et la pose de ces équipements spéciaux ne seront principalement nécessaires que dans le cadre de l'entretien des faux plafonds (remplacement de dalles abîmées, ajustement de dalles en fonction d'équipements qui seraient installés en plafond) ou d'aménagement de zones de travail (cloisonnement/décloisonnement qui pourraient engendrer des reprises de faux plafonds uniquement lorsque les cloisons sont dressées jusqu'à la structure primaire).

- **Site de Tarare**

**Ossature**

- Profil ossature : T24 mm
- Couleur des porteurs et entretoises : blanc laqué assorti aux dalles de plafond,
- Profils porteurs et entretoises en acier galvanisé non corrosif poinçonné avec âme repliée et recouverts d'une peinture polyester cuite au four pour la finition de surface, compris découpes et chutes. Cette structure devra supporter le poids des luminaires,
- Accessoires comprenant tiges filetées, manchons, écrous ou suspentes rapides acier, pattes et clavettes, coulisseaux, cavaliers, clips de cloisons, barrettes et d'une manière générale toutes pièces de raccord nécessaire à la solidité de l'ossature porteuse. Tous les accessoires métalliques utilisés pour la suspension des plafonds devront être protégés contre la corrosion par galvanisation, métallisation ou revêtement organique,
- Cornières de rives répondant aux exigences techniques des profils porteurs et entretoises,
- Fixation à la structure primaire existante,
- Y compris toutes sujétions de découpes pour les calepinages et appareils d'éclairage...
- Joints mastique acrylique blanc au droit des profils périphériques,
- Échafaudages et toutes sujétions de mise en œuvre.

**Dalles décoratives**

- dalles rigides en laine de roche à bords droits pour pose sur ossature apparente, de couleur blanche, de dimensions 600 mm x 600 mm en 40 mm d'épaisseur avec réaction au feu A1 (correspondant à l'ancienne classification française MO) selon norme EN 13501 –1 (plafonds suspendus – exigences et méthodes de test)),
- pose sur profils apparents à semelle de 24 mm laqués blanc,
- coefficient d'absorption acoustique ( $\alpha$ ) : supérieur ou égal à 0,90,
- réflexion à la lumière : supérieur à 85 %,
- tenue à l'humidité : plafond stable à 100% sous conditions d'humidité relative constante inférieure ou égale à 95 % à 25° C
- y compris toutes sujétions de découpes pour les calepinages et appareils d'éclairage...

A titre d'information, il est indiqué que les plafonds suspendus du site de Tarare sont équipés, pour partie, de dalles de marque EUROCOUSTIC gamme TONGA BLANC. Cette information n'est, bien entendu, donnée qu'à titre indicatif et n'oblige nullement à la fourniture de ce produit dès lors que le produit proposé répondra aux performances demandées.

#### **4.1.2 Fourniture et pose de faux plafonds suspendus**

La pose de faux plafond concernera les bureaux non actuellement équipés d'un faux plafond et/ou ceux pour lesquels le faux plafond serait à remplacer complètement ou partiellement et/ou ceux à entretenir.

La marque et la référence du produit doivent être obligatoirement mentionnées à la remise de l'offre ; l'entrepreneur joindra, en outre, les fiches techniques des équipements qu'il propose.

##### **4.1.2.1 Mode opératoire**

#### **Phase préalable à l'établissement du bon de commande**

Dès qu'une opération sera décidée, l'entrepreneur sera contacté par mail ou téléphoniquement par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra, dans le délai qu'il indiquera dans son mémoire technique, se rendre sur le lieu des travaux, après avoir convenu d'un rendez-vous avec l'un des responsables de la Division Immobilier – Sécurité – Gestion des grands sites dont les coordonnées seront transmises ultérieurement.

Il lui sera alors remis un plan des travaux à exécuter.

L'entrepreneur devra aussitôt procéder aux différents métrages nécessaires à l'établissement de son devis ; le maître d'œuvre se réservant le droit de vérifier lesdits chiffrages et de les faire modifier ultérieurement en cas d'erreur après vérification contradictoire, sur place.

L'entrepreneur devra adresser un devis, par courrier simple ou courriel ou par remise en main propre, dans le délai qu'il indiquera dans son mémoire technique, décompté à partir de la date de la visite initiale.

Le bon de commande sera transmis par le Centre de Service partagé de la DRFIP.

Avant le démarrage des travaux, il sera établi un état des lieux contradictoire avec l'entrepreneur.

#### **Protection, isolement et nettoyage du chantier**

Pour l'évacuation des déchets, il convient de se rapporter au paragraphe 1.13 du présent document. Il est cependant ajouté que l'entrepreneur devra laisser au maître d'œuvre toutes les dalles et ossatures métalliques non utilisées mais comprises dans son devis.

Les dispositions relatives à l'entretien, au nettoyage du chantier et aux sinistres intervenant en cours de travaux sont précisées respectivement aux paragraphes 1.12 et 3.4 du présent document.

Il est néanmoins précisé que l'entrepreneur devra protéger le mobilier qui pourrait exceptionnellement ne pas être déménagé de la zone concernée par les travaux (mise en place, sur les meubles, de film protecteur des poussières).

Il est ajouté qu'il devra isoler complètement la zone de travaux (dans le cas par exemple de zones concomitantes où travaille et/ou circule du personnel) par la mise en place de film en polyane, toute hauteur et toute largeur fixé par bandes adhésives double face y compris cadre en sapin, raidisseurs, calage et installation d'une porte (ou plusieurs) souple en polyane renforcé

### **Prestations non comprises dans le marché**

Il est précisé que la pose/dépose des luminaires de plafonds, des détecteurs d'incendie des bouches d'aération et de tous autres équipements ne sont pas concernées par le présent marché.

#### **4.1.2.2 Mise en œuvre**

- pose horizontale ; calepinage à soumettre au maître d'œuvre avant l'exécution des travaux,
- le système d'ancrage et de fixation des ossatures sera adapté à la structure du bâtiment, étant entendu que le maître d'ouvrage n'entend pas modifier les hauteurs des plenums existants,
- les profils porteurs permettront la tenue et incorporeront les ossatures complémentaires,
- une cornière de rive de comportement assurera la finition et sera directement fixée sur les murs et cloisons existants,
- l'arrêt des faux plafonds pourra conduire, suivant le cas, à la mise en place de joues en plaques de placo-plâtre d'une épaisseur de 13 mm, installées jointées, ponçées et ratissées (c'est à dire prêtes à peindre) ou en stratifié blanc d'une épaisseur minimale de 12 mm, jointées acrylique.
- la mise en place du faux plafond devra prendre en compte la présence éventuelle des appareillages ancrés dans les dalles de plafond porteuses (exemple : climatiseur), conserver l'accessibilité aux équipements techniques installés entre la dalle porteuse et le faux plafond par l'installation de trappe de visite,
- la mise en œuvre des dalles et de l'ossature métallique devra répondre aux préconisations techniques données par le fournisseur pour ce type d'équipement,
- les dalles destinées à intégrer les luminaires ou tout autre petit équipement électrique seront découpées suivant les cotes fournies au démarrage de chaque chantier.

#### **4.1.3 Dépose et repose de faux plafonds existant, dépose non suivie d'une repose**

Il pourra être demandé à l'entrepreneur, selon le mode opératoire et les conditions d'exécution précédemment définis, de procéder à la dépose/repose de faux plafonds existant (dalles seules et/ou ossature métallique) ou, plus rarement, à la dépose non suivie d'une repose.

#### **4.1.3.1 Dépose/repose de faux plafonds suspendus**

L'entrepreneur devra établir, sur place et à l'issue de sa visite, sur un support « papier » fourni par le maître d'œuvre, en double exemplaire, un état des lieux des faux plafonds concernés sur lequel il émettra, le cas échéant, toutes les réserves et/ou remarques techniques qu'il estimera utile.

Cet état des lieux, daté et signé, sera aussitôt remis au maître d'œuvre.

Si le maître d'œuvre n'a pas d'observations à formuler, celui-ci datera, signera l'état des lieux et en remettra aussitôt un exemplaire au titulaire ; l'autre exemplaire étant conservé par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra alors adresser son devis selon les modalités définies au paragraphe 4.1.2.1 du présent C.C.T.P ; l'acceptation de ce devis étant également soumise aux modalités énoncées à ce paragraphe.

Un bon de commande lui sera alors adressé.

Si le maître d'œuvre a des observations à formuler sur l'état des lieux et/ou les réserves techniques présentées, ce dernier ne signera pas l'état des lieux mais fera connaître à l'entrepreneur ses observations, par courrier simple et télécopie, sous un délai de trois jours décompté du jour d'établissement de l'état des lieux.

Lorsqu'un accord aura été trouvé entre les parties, après débat contradictoire et nouvelle visite sur site, dans les trois jours de l'envoi de ce courrier (l'accusé de réception de la télécopie valant preuve de la date d'envoi), l'entrepreneur complètera, le jour même de cette visite, l'état des lieux initial, en fonction de cet accord ; le maître d'œuvre datera et signera ce document dont un exemplaire sera aussitôt remis à l'entrepreneur.

L'entrepreneur pourra ensuite adresser son devis et recevoir le bon de commande correspondant.

L'entrepreneur devra prendre toutes mesures utiles afin de ne pas détériorer le matériel qu'il sera amené à déposer et reposer ; dans l'attente de la repose, le matériel sera stocké, par le titulaire, à l'endroit que le maître d'œuvre lui indiquera (en principe sur un espace proche de l'endroit d'exécution des travaux).

Lorsque la repose sera achevée, le maître d'œuvre vérifiera, en présence de l'entrepreneur, que l'état du plafond correspond à celui constaté initialement ; si aucune observation n'est à formuler, il en sera donné acquit à l'entreprise sur l'exemplaire de l'état des lieux validé avant le début des travaux. A défaut, l'état sera annoté de toutes les rectifications à apporter, du délai accordé pour les exécuter, daté et signé, à ce titre, par les deux parties ; l'entrepreneur ne se verra alors accorder l'acquit du Maître d'œuvre que lorsque les rectifications nécessaires à la remise en l'état d'origine du plafond auront été exécutées.

Si le matériel est endommagé, il appartiendra à l'entrepreneur de le remplacer, à ses frais. Si le remplacement à l'identique n'est plus possible (modèles de dalles ou d'ossatures anciens), l'entrepreneur devra installer, à ses frais, un nouveau faux plafond suspendu, répondant aux caractéristiques techniques de celui en place, dont la surface

sera déterminée en fonction de la configuration des locaux afin que soit préservée l'uniformité esthétique des lieux.

L'entrepreneur reste, bien entendu, soumis à toutes les règles énoncées au paragraphe 4.1.2.1 quant à l'isolement de la zone de travaux, la protection et réparation des équipements et des installations, l'évacuation des chutes et gravats, au nettoyage du chantier durant et à la fin des travaux et à la découpe éventuelle des dalles (notamment celles porteuses d'équipements électriques ou adaptées aux équipements installées).

Il est rappelé que la pose/dépose des luminaires de plafonds, des détecteurs d'incendie des bouches d'aération et de tous autres équipements ne sont pas concernées par le présent marché.

#### **4.1.3.2 Dépose non suivie d'une repose**

En ce qui concerne la dépose non suivie d'un remontage, deux cas de figures peuvent être rencontrés :

##### **Dépose complète**

Si la dépose des faux plafonds est complète, c'est à dire concernant des surfaces entières de bureaux ou autres (accès communs, pièces de commodité....) : dans ce cas, l'entreprise est soumise aux même règles que celles énoncées au paragraphe 4.1.2.1 (établissement du devis, désaccord éventuel, bon de commande, protection du chantier, évacuation des gravats, nettoyage, réparation des dégradations...) à l'exception de celle relative au stockage du matériel à reposer.

L'entrepreneur devra, bien évidemment, évacuer les dalles et ossatures démontées, sauf indication contraire du maître d'ouvrage.

La dépose des luminaires et/ou équipements électriques intégrés dans le faux plafond n'est pas à la charge du titulaire.

##### **Dépose partielle**

Si la dépose des faux plafonds est partielle, c'est-à-dire ne concernant qu'une partie des faux plafonds d'un même bureau ou autres : l'entrepreneur devra remplir l'état des lieux, qui lui sera remis par le maître d'œuvre, sur lequel il émettra, le cas échéant, ses réserves techniques et se prononcera notamment sur le positionnement de l'arrêt envisagé du démontage du faux plafonds au regard surtout des ossatures porteuses et sur la mise en place de joues. Les modalités d'accord sur l'état des lieux et sur le devis ainsi que l'établissement du bon de commande sont les mêmes que celles qui ont été précédemment définies.

Les modalités déjà développées quant à l'isolement de la zone de travaux, la protection et réparation des équipements et des installations, l'évacuation des chutes et gravats, au nettoyage du chantier durant et à la fin des travaux chutes et déchets, la protection des équipements et de la zone de chantier, la responsabilité financière de l'entrepreneur sur le remplacement ou la réparation des équipements endommagés, le nettoyage des zones de travaux et la découpe des dalles pour l'installation des équipements électriques trouvent également à s'appliquer au titre de ce paragraphe.

Les dalles et ossatures démontées, dans le cadre des réductions de surface, devront être conditionnées et évacuées par l'entrepreneur sauf indication contraire du maître d'ouvrage.

Enfin, il est précisé que la dépose des équipements électriques n'est pas à la charge de l'entrepreneur.

#### **4.1.4 Remplacement des éléments de faux plafonds démontables existants**

Ponctuellement, il pourra être demandé à l'entrepreneur de procéder au remplacement de dalles abîmées ou salies ainsi qu'au changement d'ossatures métalliques défectueuses.

Ces travaux ne seront envisagés par le maître d'œuvre que si le matériel posé peut être remplacé à l'identique sans que l'entrepreneur ne soit amené à modifier les installations existantes.

L'entrepreneur sera contacté selon les modalités précédemment définies et devra se rendre sur place sous le délai de trois jours déjà exposé. Outre le plan de la zone de travaux, il sera remis à l'entrepreneur, en double exemplaire, le jour de la visite des lieux, un descriptif précis des équipements à changer.

Si l'entrepreneur n'a aucune observation à formuler, il datera et signera ce descriptif ; il sera alors considéré qu'il est en mesure de changer à l'identique le matériel installé. Le maître d'œuvre datera et signera, le même jour, ce descriptif dont un exemplaire sera remis à l'entrepreneur.

Le titulaire établira ensuite son devis, sous le délai précédemment défini, et recevra le bon de commande dans les conditions qui ont déjà été développées.

Si l'entrepreneur a des observations et/ou réserves techniques, il les consignera sur le descriptif qu'il datera, signera et remettra au maître d'œuvre le jour de la visite des lieux.

Les modalités d'accord sur l'état descriptif obéissent aux mêmes règles que celle développées au titre de l'accord sur l'état des lieux (cf. § 4.1.2.1). Dès lors qu'un accord aura été trouvé entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre, selon les mêmes règles que celles définies au paragraphe 4.1.2.1, toutes les autres modalités précédemment développées trouvent pleinement à s'appliquer.

Les dalles et ossatures démontées, dans le cadre de l'entretien, devront être évacuées par l'entrepreneur.

Il est rappelé que la dépose des équipements électriques n'est pas à la charge de l'entrepreneur.

Si les dalles de faux plafonds suspendus et/ou les ossatures métalliques ne peuvent plus être changées (modèles trop anciens), l'entrepreneur proposera la meilleure solution technique qui devra, bien entendu, s'inscrire dans le domaine d'application du présent marché. La solution envisagée s'exécutera alors selon toutes les modalités précédemment définies.

## **4.2 Cloisons de distribution**

L'entreprise devra être en mesure de réaliser les travaux suivants :

- démolition de cloisons existantes (de type PLACOSTYL ou en carreaux de plâtre ou en brique pleine) d'une épaisseur n'excédant pas 100mm,
- démontage soigneux, en vue d'une réutilisation ultérieure, de cloisons en double panneau de placoplatre de 13 mm revêtu d'un revêtement de style CORAMINE ou équivalent (y compris ossature en aluminium et systèmes de fixation, laine de verre de 45 mm et couvre joints), de blocs portes à âme pleine stratifiée 2 faces, de fermes portes, de butes portes et d'impostes ; ces matériaux seront laissés à la disposition du maître d'ouvrage qui indiquera à l'entrepreneur, au moment des travaux, le lieu (sur site) où il devra les stocker (concerne essentiellement le site de la Cité Administrative d'État),
- démontage soigneux, en vue d'une réutilisation ultérieure, de cloisons vitrées sur allège (hauteur de l'allège 1 100mm par rapport au sol) ou de cloisons vitrées toute hauteur (hauteur maximum de 2 720 mm) y compris ossature, système de fixation, blocs portes et accessoires définis ci-dessus ; ces matériaux seront laissés à la disposition du maître d'ouvrage qui indiquera à l'entrepreneur, au moment des travaux, le lieu (sur site) où il devra les stocker (concerne essentiellement le site de la Cité Administrative d'État),
- réalisation de cloisons de distribution intérieure de type PLACOSTYL ou équivalent.

### **4.2.1 Démolition de cloisons (type PLACOSTYL et/ou en carreaux de plâtre et/ou briques)**

En ce qui concerne l'exécution de la démolition, l'entrepreneur devra veiller à isoler la zone de travaux des autres zones non concernées par sa prestation (mise en place de film polyane, toute hauteur et toute largeur fixé par bandes adhésives double face y compris cadre en sapin, raidisseurs, calage et installation d'une porte souple (ou plusieurs) en polyane renforcé) afin que les poussières de démolition restent confinées dans cette zone. Le mobilier qui pourrait être maintenu dans la zone de travaux devra également être protégé.

L'entrepreneur devra laisser, chaque jour, la zone de travaux propre et procéder, dès l'achèvement des travaux, à son nettoyage soigné, remarque étant faite que les zones de circulation empruntées pour l'approvisionnement du chantier, devront être nettoyées, si besoin, immédiatement après la fin de chaque approvisionnement.

Il devra également évacuer tous les gravats, déchets et menuiseries (blocs-portes, plinthes) résultant de cette démolition en sacs étanches afin de les mettre en décharge (pour les gravats et déchets) et protéger les espaces de circulations (couloirs, escaliers, ascenseurs) qui lui seront désignés pour transporter les sacs du lieu des travaux au moyen de transport qu'il aura choisi (camionnettes, bennes,...).

L'entrepreneur devra procéder au démontage soigneux des faux plafonds suspendus reliés aux cloisons démolies ; l'entrepreneur devra stocker, avec précaution, les dalles



et ossatures démontées, en un lieu qui lui sera précisé au moment des travaux, en vue de leur réutilisation ultérieure.

La démolition des cloisons pourra entraîner, selon le cas, la réinstallation du faux plafond suspendu, la mise en place de joues pour arrêter le faux plafond au lieu et place de la cloison supprimé, et/ou la reprise du faux plafond pour obtenir une continuité entre les faux plafonds placés initialement de chaque côté de la cloison ou le changement complet du faux plafond sur le nouvel espace dégagé par la démolition si les reprises ne sont pas possibles.

Le titulaire devra réaliser toutes les finitions murales liées au décroisonnement (rebouchage de finition au niveau de la cloison démolie, raccords en plâtre, lissage...) afin de laisser une surface esthétiquement satisfaisante et prête à peindre.

En outre, et si la démolition des cloisons laisse apparaître des trous sur l'ossature métallique (cas de fixation des cloisons au faux plafond), l'entrepreneur devra les reboucher soigneusement avec un produit silicone de couleur blanche ou d'une couleur la plus proche de celle de la structure métallique visible.

L'entrepreneur devra prendre en compte toutes les difficultés qui pourraient résulter de la prestation qui lui est demandée. La dépose des installations électriques (prises, interrupteurs...) n'est pas comprise dans le marché.

#### **4.2.2 Démontage soigneux de cloisons (plaque de placoplatre revêtu, cloisons vitrées et/ou semi-vitrées)**

En ce qui concerne l'exécution du démontage, l'entrepreneur devra veiller à isoler la zone de travaux des autres zones non concernées par sa prestation (mise en place de film polyane, toute hauteur et toute largeur fixé par bandes adhésives double face y compris cadre en sapin, raidisseurs, calage et installation d'une porte souple (ou plusieurs) en polyane renforcé) afin que les dégagements liés au démontage (poussières...) restent confinés dans cette zone. Le mobilier qui pourrait être maintenu dans la zone de travaux devra également être protégé.

L'entrepreneur devra laisser, chaque jour, la zone de travaux propre et procéder, dès l'achèvement des travaux, à son nettoyage soigné, remarque étant faite que les zones de circulation empruntées pour l'approvisionnement du chantier, devront être nettoyées, si besoin, immédiatement après la fin de chaque approvisionnement.

Il devra également évacuer tous les gravats et déchets résultant de ce démontage en sacs étanches afin de les mettre en décharge (pour les gravats et déchets) et protéger les espaces de circulations (couloirs, escaliers, ascenseurs) qui lui seront désignés pour transporter les sacs du lieu des travaux au moyen de transport qu'il aura choisi (camionnettes, bennes...).

L'entrepreneur devra procéder au démontage soigneux des faux plafonds suspendus reliés aux cloisons à démonter, des cloisons, des blocs portes et de leurs accessoires et des plinthes démontés; l'entrepreneur devra stocker, avec précaution, tous les équipements qu'il aura déposés (plaques, ossatures, laine de verre, blocs portes, cloisons vitrées, plinthes...), en un lieu qui lui sera précisé au moment des travaux, en vue de leur réutilisation ultérieure.

Le démontage des cloisons pourra entraîner, selon le cas, la réinstallation du faux plafond suspendu, la mise en place de joues pour arrêter le faux plafond au lieu de place de la cloison supprimé, et/ou la reprise du faux plafond pour obtenir une continuité entre les faux plafonds placés initialement de chaque côté de la cloison ou le changement complet du faux plafond sur le nouvel espace dégagé par le démontage si les reprises ne sont pas possibles.

Le titulaire devra réaliser toutes les finitions murales liées au décroissement (rebouchage de finition au niveau de la cloison démolie, raccords en plâtre, lissage...) afin de laisser une surface esthétiquement satisfaisante et prête à peindre.

En outre, et si le démontage des cloisons laisse apparaître des trous sur l'ossature métallique (cas de fixation des cloisons au faux plafond), l'entrepreneur devra les reboucher soigneusement avec un produit silicone de couleur blanche ou d'une couleur la plus proche de celle de la structure métallique visible.

L'entrepreneur devra prendre en compte toutes les difficultés qui pourraient résulter de la prestation qui lui est demandée. La dépose des installations électriques (prises, interrupteurs,...) n'est pas comprise dans le marché.

#### **4.2.3 Réalisation de cloisons de type PLACOSTYL ou équivalent**

Il pourra être demandé à l'entrepreneur la création de cloisons et/ou le prolongement ou la réduction de cloisons existantes. Plus exceptionnellement, l'entrepreneur pourra être amené à réaliser des cloisons cintrées.

##### **Création de cloisons**

Les cloisons créées devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- cloison de type placostil ou équivalent 72/48 sur ossature 40 doublée avec laine minérale semi-rigide de 45 mm d'épaisseur, classement CF (coupe-feu) 1/2h en classification française (ou EI 30 en classification européenne) y compris toutes sujétions d'exécution,
- épaisseur totale de la cloison : 72 mm
- type de plaques : placoplâtre standard de désignation BA 13, classée M0 ( classification française) en réaction au feu (ou A2 en classification européenne),
- mise en place de bandes armées (notamment en nez de cloisons),
- cloisons livrées jointées, ratissées en deux passes et poncées afin d'être prête à peindre ou à toiler,
- fourniture et pose de bloc porte en bois, pare-flamme 1h en classification française (ou E 60 en classification européenne) ; porte de dimension 0,83m x 2,04 m, livrée et posée avec quincaillerie standard (poignée, serrure),
- fourniture et pose de plinthes en médium à arêtes vives, dimension 110mm x 10 mm, collée ou vissée avec têtes des vis encastrées dans la plinthe et mastiquées soigneusement par-dessus,
- joints mastic acrylique blanc entre la partie supérieure de la plinthe et la cloison.

Il pourra être également demandé l'installation de cloisons de type placostil avec plaques de plâtre de désignation STUCAL ou équivalent, classées M0 en réaction au feu et CF 1h (coupe-feu) selon la classification française ou respectivement classées A2 et EI 60 selon la classification européenne.

Les cloisons devront être montées selon les préconisations du dernier guide de mise en œuvre du fabricant (en vigueur à la date des travaux) qui devra, si le maître d'œuvre le demande, être mis à sa disposition par le titulaire.

### **Prolongement ou réduction de cloisons**

Le prolongement ne sera réalisé qu'après l'avis technique du prestataire sur la faisabilité de cette opération ; l'avis technique du prestataire ainsi que ses réserves seront émises selon les règles visées au paragraphe 4.1.3.1 du présent CCTP.

L'entrepreneur reste soumis, pour la réalisation de sa prestation à toutes les autres modalités définies audit article.

Si l'opération est envisageable, les cloisons prolongées répondront aux caractéristiques visées ci-dessus, l'entrepreneur prenant en charge toutes les sujétions propres au raccordement de la cloison existante à la nouvelle.

Si l'opération n'est pas techniquement envisageable, elle se transformera alors en une prestation de démolition de la cloison existante et une prestation de réalisation d'une nouvelle cloison, telles qu'elles ont été définies ci avant.

### **4.3 Peinture**

Les travaux de peinture concerneront, d'une part, les locaux à entretenir (murs, plafonds (autres que les faux plafonds suspendus démontables), les éléments métalliques (radiateurs, tuyauterie, portes, huisseries, fenêtres...) et, d'autre part, les cloisons créées et/ou modifiées ainsi que les blocs-portes et menuiseries installés.

L'entrepreneur sera soumis aux modalités visées au paragraphe 4.1.2.1 ; il appartiendra à l'entrepreneur de procéder notamment à une reconnaissance des subjectiles tant pour en tirer les renseignements utiles à la bonne marche du chantier que pour vérifier leur état et présenter d'éventuelles réserves selon les dispositions visées à l'article 4.1.3.1 du présent CCTP.

### **Locaux à entretenir**

Les prestations consistent-en :

- reprise de fissure, rebouchage et ponçage de trous avec préparation des fonds avant peinture (avec dépolissage le cas échéant et application du primaire (ou antirouille) préconisé par le fabricant) sur l'ensemble des travaux,
- 1 couche d'impression (qui devra tenir compte notamment de l'existence de murs en béton vernis, de cloisons et placards stratifiés, de radiateurs de chauffage central),
- 2 couches de peinture acrylique satinée ou mate marquée NF ENVIRONNEMENT (écolabel français délivré par AFNOR certification) ; le produit doit conjuguer efficacité et écologie (notamment teneur réduite en solvants et absence de certaines substances dangereuses) ; le titulaire devra clairement identifier la peinture, objet de

son offre, et établir qu'elle bénéficie effectivement de la certification NF ENVIRONNEMENT,

- degré de finition A selon la norme NF P 74-201-DTU 59-1,
- teintes au choix du maître d'ouvrage ou conventionnellement appliquées (colonnes sèches en vert, colonnes RIA en rouge...) ; elles seront précisées au titulaire avant le début des travaux (choisies dans le nuancier fabricant que le titulaire devra fournir avant le début des travaux),
- toutes sujétions d'exécution (lessivage, dépoussiérage, rechampissage,...) et de protection,
- échafaudage, platelage de travail et nettoyage en cours et en fin d'exécution des travaux.
- selon les besoins, il pourrait être demandé au titulaire d'entoiler les cloisons à la toile de verre classique ou décorative qui sera alors revêtue d'une couche d'impression et de 2 couches de peinture répondant aux caractéristiques définies ci avant.

La dépose et repose de tous les équipements électriques ne font partie du présent marché (luminaires, prises de courant, interrupteurs,...) ainsi que l'installation de douilles de chantier.

### **Cloisons créées et/ou modifiées**

Les prestations consistent-en :

- 1 couche d'impression sur l'ensemble des cloisons (y compris parties anciennes des cloisons qui seraient prolongées par des cloisons nouvelles) ; dans ce cas, la partie ancienne des cloisons prolongées sera mise en peinture dans les conditions énumérées ci-dessus,
- 2 couches de peinture acrylique satinée ou mate marquée NF ENVIRONNEMENT (écolabel français délivré par AFNOR certification) ; le produit doit conjuguer efficacité et écologie (notamment teneur réduite en solvants et absence de certaines substances dangereuses).
- degré de finition A selon la norme NF P 74-201-DTU 59-1;
- teintes au choix du maître d'œuvre ; elles seront précisées au titulaire avant le début des travaux (choisies dans le nuancier fabricant que le titulaire devra fournir avant le début des travaux),
- toutes sujétions d'exécution (lessivage, dépoussiérage, rechampissage,...) et de protection,
- échafaudage, platelage de travail et nettoyage en cours et en fin d'exécution des travaux,
- selon les besoins, il pourrait être demandé au titulaire d'entoiler les cloisons à la toile de verre classique ou décorative qui sera alors revêtue d'une couche d'impression et de 2 couches de peinture répondant aux caractéristiques définies ci avant.

La dépose et repose de tous les équipements électriques ne font partie du présent marché (luminaires, prises de courant, interrupteurs,...) ainsi que l'installation de douilles de chantier.

#### **4.4 TRAVAUX NON PRÉVUS AU PRÉSENT C.C.T.P**

Pour les travaux non prévus au C.C.T.P., l'entrepreneur sera contacté selon les modalités définies au paragraphe 4.1.2.1 du présent cahier.

Les modalités propres à l'établissement et à l'acceptation des devis sont définies à ce même article.

Dès lors que le devis sera accepté, un bon de commande sera adressé à l'entrepreneur selon les modalités définies audit article.

La détermination des prix (matériaux et fournitures, temps passé pour la mise en œuvre des matériaux et fournitures) sont prévus à l'article 8.2 du C.C.A.P.